

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Blois, le

16 FEV. 2009

Groupe de subdivisions de Loir et Cher

Société DELCEN  
ZAC Les Hauts des Clos  
41100 VENDOME

Directeur

Sévérisation des prescriptions de l'arrêté  
préfectoral d'autorisation d'exploiter

Référence : 2009/ 90-

Gidic : P2 - RAAPP eau/air/DEC F

Affaire suivie par :

ind@industrie.gouv.fr

Tél. 02 54 74 98 80 - Fax : 02 54 74 08 09

Vérifiée par : N

M:\ENVIRONNEMENT\DELCE\rapportDefocnRAAPCprescriptionsVLEMTD  
0209.doc

Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet de Loir et Cher

I. OBJET DU RAPPORT

I.1. Directive dite IPPC et ses conséquences

Les arrêtés préfectoraux des installations classées de traitements de surfaces entrant dans le champ d'application de la Directive Européenne n°2008/1/CE du 15 janvier 2008, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (dite Directive IPPC) doivent être mis en conformité avec les termes de cette Directive.

Le secteur du traitement de surfaces est concerné pour les installations classées relevant de la catégorie 2.6 de l'annexe I de la Directive IPPC intitulée « Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées aux traitements mis en œuvre est supérieur à 30 m<sup>3</sup>. »

Conformément aux dispositions de son titre XI, l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 - à l'exclusion des articles 3-I et 8 - s'impose de plein droit, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2007, aux installations existantes de traitements de surfaces soumises à autorisation sous la rubrique 2565.

La mise à jour des arrêtés préfectoraux n'est pas juridiquement requise, sauf pour les installations IPPC dont l'arrêté préfectoral doit avoir fait l'objet de valeurs limites d'émission fondées sur les meilleures techniques disponibles (MTD), afin de réduire l'impact des installations sur l'environnement.

La définition des Meilleures techniques Disponibles est annexée à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Au niveau européen, les Meilleures Techniques Disponibles du secteur d'activité « traitements de surfaces » sont définies dans le document dénommé BREF<sup>1</sup> (Best available techniques REFerences document) « traitement de surfaces des métaux et matières plastiques » (en abrégé BREF/STM).

A ce titre, la société DELCEN est concernée par ladite Directive et les mises en conformité que sa mise en œuvre induit car le volume global des bains de traitement est d'environ 155 m<sup>3</sup>.

Dans un premier temps, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008.80.3 du 20 mars 2008, a donc prescrit à la société DELCEN le respect de certaines valeurs limites d'émission (VLE) issues de l'arrêté du 30 juin 2006. Les flux de rejets des polluants aqueux et les conditions de l'autosurveillance ont aussi été redéfinis dans l'arrêté du 20 mars 2008.

D'autre part, cet arrêté prescrivait également une l'analyse technico-économique des écarts entre les émissions du site et les valeurs de référence obtenues par mise en œuvre des MTD,

- pour les émissions aqueuses de Zinc et de VOX (Composés organo halogénés Volatils),
- pour les émissions atmosphériques de Nickel, Cuivre et d'acide chlorhydrique.

Un délai de 3 mois était accordé à l'exploitant pour mener à bien les mesures de rejets et les analyses technico-économiques en cas d'écart avec les valeurs de référence obtenues par mise en œuvre des MTD.

Aussi, l'objet du présent rapport est de rendre compte des résultats des analyses réalisées sur les rejets aqueux et atmosphériques de la société DELCEN à VENDOME.

## 1.2. Valeurs limites d'émission relatives aux rejets aqueux

L'exploitant a fourni les résultats d'une campagne d'analyses réalisée par le Laboratoire Départemental d'Analyses du Loir-et-Cher le 23/07/2008.

Voici les résultats de ces analyses :

Paramètres	APC 20/03/08 modifiant l'AP du 27/06/1997	Résultats d'analyses
	VLE en mg/l	VLE en mg/l
Cr VI	0,1	< 0,02
Cr III	2	0,025
Ni	2	0,202
Cu	2	0,027
Zn	3 et 2 /MTD	0,957
Fe	5	0,128
Al	5	0,282
Sn	2	< 0,02
Zn+Cu+Ni+Al+Fe+Cr+Cd+Pb+Sn	15	< 1,662
MES	30	< 5
Azote global	50	10,56
F	15	1,3
P	10	< 0,3
DCO	300	30
Nitrites	5	2,46
Indice hydrocarbures	5	0,12
AOX	5	0,11
VOX	0,5 /MTD	< 0,054

<sup>1</sup> Best available techniques REFerence document

Il apparaît donc que les valeurs limites d'émission sont respectées tant pour les valeurs réglementaires que pour les valeurs de référence obtenues par mise en œuvre des MTD (cas des VOX et du zinc). Dans ces conditions, l'exploitant n'a pas fourni d'étude technico-économique pour la mise en œuvre des MTD.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose de prescrire le respect des valeurs limites d'émission de 0,5 mg/l pour les VOX et 2 mg/l pour le zinc, par voie d'arrêté complémentaire.

### 1.3. Valeurs limites d'émission relatives aux rejets atmosphériques

L'exploitant a fourni les résultats d'une campagne d'analyses des rejets atmosphériques réalisée par le Laboratoire BUREAU VERITAS le 16 juillet 2008 et portant sur les 4 exutoires.

Voici les résultats de ces analyses :

Paramètres	APC 20/03/08 modifiant l'AP du 27/06/1997	Résultats d'analyses
	VLE en mg/Nm <sup>3</sup>	VLE max en mg/Nm <sup>3</sup>
Acidité totale en H+	0,5	0,5
HF exprimé en F	2	< 0,4
Cr total	0,2	< 0,01
Cr VI	0,1	< 0,01
Ni	5 et 0,1 /MTD	0,02
Zn	0,5	0,07
alcalins en OH-	10	< 0,4
NOx en NO2	200	2,1
Cu	0,02 /MTD	< 0,01
HCl	30 /MTD	0,5

Il apparaît donc que les valeurs limites d'émission sont respectées tant pour les valeurs réglementaires que pour les valeurs de référence obtenues par mise en œuvre des MTD (cas du nickel, cuivre et HCl). Dans ces conditions, l'exploitant n'a pas fourni d'étude technico-économique pour la mise en œuvre des MTD.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose de prescrire le respect des valeurs limites d'émission de 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour le nickel, 0,02 mg/Nm<sup>3</sup> pour le cuivre et 30 mg/Nm<sup>3</sup> pour HCl, par voie d'arrêté complémentaire.

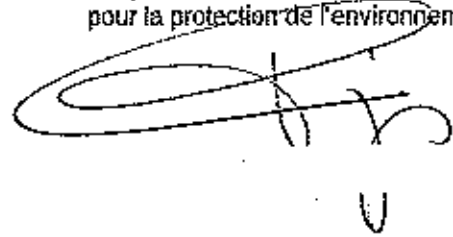
## II. PROPOSITIONS - CONCLUSIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de prescrire à la société DELCEN à VENDOME le respect des valeurs de référence obtenues par mise en œuvre des Meilleures Techniques disponibles tant pour les rejets aqueux que pour les émissions atmosphériques générées par l'établissement.

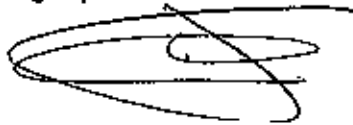
Aussi, un projet d'arrêté préfectoral rédigé dans ce sens, est joint au présent rapport.

Conformément à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, le présent rapport et le projet d'arrêté doivent être respectivement présenté et soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

L'inspectrice des installations classées  
pour la protection de l'environnement



Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le  
Préfet de Loir-et-Cher,  
Pour le directeur régional et par délégation  
Le chef de groupe des subdivisions de Loir-et-Cher



PJ : un projet d'arrêté préfectoral  
Copie DEISS